

ROBOTNIK'83

N° 7/8
14 juillet
1983



120, rue de Crimée 75019 Paris

Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France

Dans ce numéro

LA PREMIERE DECLARATION DU NOUVEAU PRESIDENT DU R.K.S. DE BASSE-SILESIE

REFLEXIONS DE KORNEL MORAWIECKI SUR LA REPUBLIQUE SOLIDAIRE

D O S S I E R : "SOLIDARNOSC" DU CENTRE-EST (LUBLIN)

BILAN DE LA PREMIERE ANNEE DE RESISTANCE - PROGRAMME D'ACTION DE LA COMMISSION REGIONALE DE COORDINATION - ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT JACEK SWIDNICKI - DECLARATION-PROGRAMME DE LA DIRECTION REGIONALE PROVISoire - LE ROLE DECISIF DE LA GREVE GENERALE - FORMER ET ARMER UNE MILICE OUVRIERE - REVEILLER LES AUTRES PEUPLES DE L'EST

LE PELERINAGE DE JEAN PAUL II

COMMENTAIRES DES MILITANTS

DU COMITE OUVRIER INTER-ENTREPRISES DE "SOLIDARNOSC" (M.R.K.S.)

Un trait particulier est que le commentaire ou le compte-rendu des grands événements historiques s'avère en général impossible sur l'instant. Tout essai de commentaire est par nature superficiel, car l'événement s'inscrivant dans une perspective historique peut changer de signification et être interprété à partir d'éléments très divers.

De la même façon, personne ne peut en toute conscience prétendre analyser dès aujourd'hui les conséquences de la visite de Jean Paul II en Pologne. Les commentaires inspirés par des points de vue très divers peuvent tout au plus se limiter à comparer le déroulement de la visite - en se basant sur l'information officielle disponible - avec les attentes qui y étaient liées. Les deux parties du drame polonais semblent chacune à sa manière satisfaites. La satisfaction du pouvoir dictatorial est basée sur le simple fait que le Pape soit venu. Exploiter ce succès sera une tâche essentielle pour l'appareil du pouvoir dans les prochains mois. Du point de vue des gens convaincus de la nécessité de changements radicaux en Pologne, indispensables pour la vie nationale, la visite du Pape signifie sans équivoque, et d'une manière plus re-

marquable que ce que l'on pouvait attendre, un soutien pour les idéaux fondamentaux auxquels la majorité de la société adhère: liberté individuelle, droit d'association dans un syndicat indépendant pour les travailleurs, droit pour la majorité d'exprimer sa volonté et de la réaliser. La majorité de ces droits ont été proclamés dans les homélies papales d'une manière qui ne laisse aucune place au doute.

A côté de cet aspect de la visite papale, que tous ont pu observer, il semble exister une possibilité aussi importante de concrétiser certaines initiatives politiques, qui dans un délai relativement court pourraient apparaître comme des effets de cette visite. Il ne fait aucun doute que le sens de ce type de propositions est en rapport avec un problème discuté depuis déjà plusieurs mois, celui de la participation de l'Eglise catholique à la vie politique du pays, actuellement monopolisée par le groupe militaro-parti. Les effets de ces conversations devront être analysés et interprétés par la société indépendamment de la confiance qu'elle accorde à l'Eglise et au Pape. La création du fonds ecclésiastique pour le développement de l'agriculture est une manière réelle de briser le blocus économique occidental contre la Po-

logne. Dans un tel contexte, ce fonds pourrait devenir l'objet de très importantes manipulations de la part du pouvoir. Son utilisation économique et aussi politique devra être l'objet de la plus grande attention et d'un contrôle strict de la part de l'Eglise, aussi que des autres moyens d'expression publique.

Il est extrêmement difficile d'évaluer les perspectives et les conditions de l'amnistie, ainsi que les possibilités d'autres solutions. Il est clair par contre que le pouvoir n'a toujours pas l'intention de modifier de manière fondamentale ses rapports avec les convictions et les attitudes de la majorité de la population, ce qui est un signe évident de sa mauvaise volonté. C'est d'ailleurs ainsi qu'il conviendra de comprendre les interventions de la propagande concernant l'interprétation des résultats de la visite, de même que les essais de "rattrapage" des pertes dans la propagande consécutive à la visite. Cela apparaît entre autres dans l'organisation, provocatrice pour le sentiment de la majorité de la population, de la rencontre quasi-stalinienne de la Jeunesse du POUK dans la Halle Oliva*, à Gdansk.

* où eut lieu en 1981 le 1er Congrès national de "Solidarnosc".

La dimension politique de la visite du Pape ne peut encore être mesurée dans son entier. Dans cette perspective, sans doute la double rencontre du Pape avec Jaruzelski a-t-elle pu avoir une importance décisive. On ne peut qu'émettre des hypothèses sur les sujets abordés. Les éventuels résultats politiques n'ont pas été - bien entendu - mis par écrit dans le communiqué final. On peut dire que dans ces conversations, nous - en tant que société - n'avons pris aucune part. Pas dans le sens de notre non-présence sur place, ce qui serait simpliste, mais dans le sens que nous n'avons été en rien sujet des négociations, tout au plus objet. Ces résultats politiques, dans la mesure où ils ont été réellement l'objet d'un accord entre le Pape et Jaruzelski, sont difficiles à évaluer dans l'immédiat. Il est possible que l'un d'entre eux soit un accord provisoire entre l'Episcopat et le gouvernement concernant l'administration par l'Eglise du fonds d'aide occidentale destiné à l'agriculture polonaise et à la petite industrie privée. Peut-être vont-ils concerner une levée formelle de l'état de guerre et une amnistie, peut-être enfin une formule de liberté syndicale limitée.

Il ne fait aucun doute que le Pape dans ses entretiens avec Jaruzelski était non

seulement le représentant du Vatican et - indirectement - de l'Eglise polonaise, mais aussi le nôtre, c'est-à-dire de la société privée de toute possibilité d'articulation de ses aspirations et ses besoins. Nous devrions donc être profondément convaincus que ce que le Pape a peut-être réussi à obtenir de Jaruzelski concerne ces besoins et ces aspirations et converge avec eux. Indépendamment de cela, nous ne devons pas oublier un seul instant qu'en tant que société consciente de ses droits et organisée en dehors de l'appareil du pouvoir, nous ne pouvons être réduits au rôle d'objet de négociation se déroulant sans notre participation active et dont les résultats positifs éventuels devraient être pour nous une sorte de "miracle". Plus important encore, nous ne pouvons pas davantage accepter impossibles de jouer ce rôle et nous en contenter - août 1980 nous l'a appris. Notre liberté, pour laquelle nous luttons, dépend surtout de nous - de la force de notre résistance, de notre solidarité, de notre pression.

Notre programme, c'est l'obtention de la possibilité de décision en tant que nation, que société ou qu'individu, au niveau économique, social et politique. Ce programme est notre programme et la lutte pour sa réalisation notre lutte. Nous avons dans le monde beaucoup d'amis et d'alliés de notre cause. Et certains sont authentiques, d'autres ne sont qu'apparents, ceux dont la sympathie vient uniquement d'un calcul politique. Parmi les premiers, il y a le Pape polonais, Jean Paul II. Le déroulement de sa visite et ses résultats - surtout au niveau moral et social - le confirment pleinement.

Il est difficile de ne pas penser que le silence et le manque d'activité politique qui se sont produits après la visite du Pape ont été provoqués avant tout par l'effet prolongé de cette longue attente d'un miracle.

Jean Paul II nous a dit ce que nous savions déjà, mais entendre encore une fois, surtout dans une jolie forme et un beau décor, que nous avons raison - cela nous fait quand même plaisir. A la fin, malgré nos appels: "reste avec nous!", le Pape est parti, et nous sommes restés muets. Bien sûr, chacun croit que l'Eglise a réussi à marchander quelque chose pour nous, mais cette croyance ne devrait pas faire de nous des observateurs uniquement passifs d'un dialogue Eglise-pouvoir soigneusement dissimulé au public. Surtout que le manque de quelconques initiatives sérieuses, au

moment où se conclut le marché entre Varsovie et le Vatican, n'est pas nécessairement profitable au résultat de ces tractations. Sans parler même de ce que le plus important mouvement social indépendant dans l'Europe de l'après-guerre, ce qu'est "Solidarnosc", ne peut devenir une monnaie d'échange. L'Eglise est peut-être le porteparole de la société, mais ne peut la remplacer dans son rôle politique dans la lutte avec le pouvoir totalitaire.

En premier lieu, il est temps déjà pour nos dirigeants clandestins de faire les comptes des profits et pertes après la visite papale. Il est primordial que tout le monde dans ce pays comprenne que les millions de gens qui accueilleraient Jean Paul II toujours et partout où il allait, étaient poussés par des motivations religieuses, mais dans une mesure au moins égale politiques. Les gens ont simplement profité de la possibilité de s'assembler légalement et de manifester leurs positions politiques. C'est pour cela que Bernard Guetta du "Monde" a très justement appelé ces rassemblements - des meetings. Si telle était le caractère de ces rassemblements, à un degré pour le moins notable, nous avons droit dans la même mesure que l'Eglise aux bénéfices politiques du mois de juin. En participant massivement aux messes, les Polonais ont démontré qu'ils sont un peuple catholique, mais aussi qu'ils sont politiquement mûrs pour décider de leur propre destin et de leur lutte.

En deuxième lieu, on ne peut attendre que de mauvais résultats d'une situation où il n'existe aucune ligne officielle d'action tactique pour les mois à venir. La TKK et les dirigeants régionaux devront conserver l'initiative politique, conquise le 1er Mai, et présenter un plan d'action, toujours modifiable ultérieurement en fonction des acquis de l'Eglise dans les négociations actuelles. Ne pas présenter un tel

plan laisse l'impression d'une dépendance trop marquée de la direction du syndicat par rapport à la hiérarchie de l'Eglise, ce qui n'est pas prévu par les statuts de notre syndicat...

En troisième lieu, il faut dire clairement dès maintenant que certains buts et valeurs ne peuvent devenir des objets de marchandage. Que la lutte pour le pluralisme syndical et politique ne sera pas suspendue en échange de demi-concessions de la part du pouvoir. Que même si la majorité des prisonniers politiques étaient libérés, nous n'abandonnerions pas la lutte pour la libération des autres. Que de toute façon, à aucun prix nous n'abandonnerions la défense des intérêts économiques des travailleurs. Si aujourd'hui nous ne prenons pas sur ces problèmes des positions sans compromis, attendons-nous demain à être mis devant le fait accompli, sans possibilité de rien y changer avec nos propres forces.

En quatrième lieu, il n'est dit nulle part que le pouvoir reculera même d'un seul pas. Ce genre d'attente peut tout au plus freiner inutilement la dynamique de notre mouvement, et en plus par notre propre volonté.

Le 31 août approche. L'an dernier, après les manifestations en Basse-Silésie, environ 80% des travailleurs dans les plus grandes entreprises de la région déclaraient - d'après une enquête - leur volonté de faire grève. Dans d'autres régions, cette éventualité n'a pas été généralement envisagée, ce qui démontre le degré plutôt faible d'organisation et de coordination des actions, et qui est la faute des dirigeants. C'est pour cela que le scénario des événements à venir doit être écrit dès aujourd'hui - en nous souvenant que personne ne nous fera de cadeaux.

"Robotnik" n° 16,
du 4 juillet 1983

Communiqué du Comité de coordination

Le mardi 12 juillet 1983 au matin, un huissier de justice assisté d'un commissaire ont procédé à l'expulsion des locaux que le Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France occupe depuis sept mois au 120, rue de Crimée, dans le XIXème arrondissement de Paris. Aucune procédure de justice n'avait été engagée à l'encontre de notre Comité avant l'expulsion.

Jusqu'à nouvel avis, le Comité demande d'adresser toute correspondance à Iga Fischer, 49 av. Stalingrad app. 218, 93170 Bagnolet, tél. 363.66.05. Nous appelons

tous nos amis à nous aider à trouver un nouveau local à Paris, plus sûr que le local occupé jusqu'ici. Nous vous informons également qu'il n'y aura pas de permanence du Comité pendant le mois d'août 1983.

"ROBOTNIK '83" (Ouvrier '83). Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France.
120, rue de Crimée 75019 Paris
tel. 208.36.12
Pour recevoir notre bulletin nous vous proposons de vous abonner au prix de 40 f pour 10 numéros. Prix d'un numéro hors-abonnement: 5 f.

L'ELECTION DU NOUVEAU PRESIDENT DU R.K.S.

Par rapport à ma déclaration du 15 mai 1983 concernant - entre autres - le nouveau président du Comité régional de grève (RKS), je déclare ce qui suit:

Le 26 mai 1983 le RKS a élu son nouveau président et décidé en même temps, pour raison de sécurité, de ne pas révéler momentanément son nom. Le nouveau président du RKS a pris le pseudonyme de "Witold". Je connais "Witold" personnellement comme un militant de notre syndicat, engagé aussi bien avant le 13 décembre 1981 que pendant l'état de guerre. "Witold" a été présenté

par moi à la Commission provisoire de coordination (TKK) et a participé à sa dernière réunion.

Vis-à-vis de la fausse information diffusée par le Service de sécurité (SB), je déclare que Kornel Morawiecki n'est pas "Witold".

Wroclaw, le 4 juin 1983.

Eugeniusz Szumiejko
membre de la TKK du syndicat "Solidarnosc"

"Z Dnia na Dzień" n° 23/282,
du 9 - 16 juin 1983

LA PREMIERE DECLARATION DE "WITOLD"

C'est avec inquiétude et espoir en même temps que j'accède à la fonction difficile de président du RKS. Aurai-je autant de dignité, d'enthousiasme, de persévérance et de capacités pour diriger le travail du RKS, qu'ont pu démontrer ses présidents précédents: Wladyslaw Frasyniuk, Piotr Bednarz et Jozef Pinior? Mais j'ai de l'espoir car, pour la première fois depuis que le pouvoir a déclaré la guerre à notre syndicat, apparait une chance de victoire. Profiter de cette chance dépendra de nous tous.

La junte a perdu un an et demi. Elle n'est arrivée à aucun de ses objectifs, elle n'a pas réussi à écraser la société. On peut s'attendre à ce qu'après le pèlerinage de Jean Paul II la junte durcisse sa politique en renforçant la répression, ne reculant pas devant les attaques contre l'Eglise. Si nous arrivons à tenir pendant cette période et à maintenir les idéaux de "Solidarnosc", nous vaincrons.

Depuis sa création le syndicat "Solidarnosc" a adopté le principe de la lutte pacifique pour les libertés syndicales et les droits civiques. Ceci ne résulte pas de notre faiblesse mais d'une conviction profonde sur la justesse des idées de notre mouvement. L'arme de la terreur est toujours utilisée par une petite minorité qui essaye de remplacer une idéologie vivante par la violence pour s'imposer à la majorité. Notre syndicat n'est pas minoritaire et ne veut s'imposer à personne. Mais nous sa-

vons bien ce qui nous appartient et nous ne renoncerons pas à nos droits. Les résolutions du 1er Congrès national de délégués de "Solidarnosc" sont toujours valables, Lech Walesa reste le président du syndicat et dans cette situation exceptionnelle la direction syndicale en est, au niveau national, la TKK et, au niveau régional, le RKS.

Il nous importe peu d'être reconnus par la junte comme syndicat légal. Le syndicat légal est celui qui est souhaité par les travailleurs. Seul un tel syndicat a un sens. Tant que nous resterons fidèles à "Solidarnosc", tant que l'existence de notre syndicat sera une nécessité pour chacun de nous, il existera et luttera. Il ne peut y avoir un syndicat sans syndicalistes. Toute personne proche de "Solidarnosc" doit, pour sa défense, donner tout ce qu'elle peut. Dans cette situation difficile tout homme et toute organisation opposés à la servitude et à l'avitilissement sont nos alliés naturels.

Le RKS se rend compte de la nécessité d'améliorer notre action militante. Les premiers pas en ce sens étaient déjà engagés. Nous espérons que cela donnera des effets visibles. Si nous ne laissons pas le pouvoir nous diviser, nous l'emporterons.

"Witold"

"Z Dnia na Dzień" n° 23/282,
du 9 - 16 juin 1983

REFLEXIONS SUR LA REPUBLIQUE SOLIDAIRE

par KORNEL MORAWIECKI

dirigeant de l'Organisation Solidarité Combattante

Mon programme politique du "non" est simple: renverser ce système, renverser le pouvoir des communistes-terroristes. Je considère comme l'une des voies possibles pour réaliser cet objectif la construction de l'organisation indépendante Solidarité Combattante. Je me rends compte que cela n'est pas suffisant en soi, que c'est une tactique non pour une victoire rapide, beaucoup plus pour durer, ou pour endurer, mais pas dans l'esclavage - dans la lutte.

Jamais ni nulle part jusqu'à présent une organisation clandestine n'a réussi sans des circonstances extérieures favorables à renverser aucun régime, sans même parler d'un régime communiste. Je ne vais pas développer ici la question des circonstances favorables. Un des plus grands politiciens de l'opposition et de "Solidarnosc", Karol Modzelewski, à son retour des chantiers navals de Gdansk le 29 août 1980, affirmait: "Et que veulent-ils? Des syndicats libres! Les communistes ne le permettront jamais." Il s'est avéré après le 13 décembre que c'est là qu'il avait raison, et non plus tard, quand il déclarait à Radom, juste avant l'instauration de l'état de guerre: "Ce sera leur lutte finale". Cette anecdote nous montre à quel point les conditions dites objectives nous échappent. Pour le moment les rouges tiennent bon. Pour le moment.

Et le programme du "oui"? Là il faudrait expliquer davantage (43 volumes, comme l'affirmation ces messieurs du Service de sécurité, toujours les mieux informés - voir le faux tract de Solidarité Combattante). Je me limiterai à une seule chose: la construction de la République solidaire indépendante. Qu'est-ce? Si je le savais moi-même jusqu'au bout... Je le reconnais: c'est un slogan, bien meilleur je pense que République autogérée. Le Manifeste de la Solidarité (lancé en décembre 1982 par l'Organisation Solidarité Combattante - ndr) en dit un peu plus, et énumère les points suivants pour le système appelé "socialisme":

- gouvernement parlementaire élu par des élections libres et démocratiques parmi les candidats représentant divers partis et programmes politiques,

- économie de marché, mais excluant la propriété privée des grands moyens de pro-

duction, et basée sur les organes d'autogestion des travailleurs en tant que forme principale de gestion des entreprises,

- liberté de parole et d'association,
- autogestion territoriale avec des organes élus et responsables devant les habitants de la région concernée,

- pouvoir judiciaire indépendant,

- syndicat indépendant regroupant sur le principe de la libre adhésion les travailleurs de toutes les professions.

Presque tous ces points différencient le système postulé et le socialisme réel, les points 2 et 6 (l'exclusion de la propriété privée sur les grands moyens de production et l'existence d'un syndicat indépendant) l'opposent au capitalisme. Un tel mélange peut-il être réalisé? Je n'en sais rien. Et je ne m'obstine pas du tout à ce qu'il soit exactement ainsi. A ce sujet, on pourrait réellement écrire des volumes, mais pas moi - je ne m'en sens pas capable.

L'expérience de seize mois d'existence de "Solidarnosc" a constitué un premier essai de ce nouveau système. Il est apparu que la découpe n'est pas la meilleure, qu'elle nécessite beaucoup de modifications et une nouvelle couture, mais que la simple idée de coudre un nouveau costume était bonne. Il s'est avéré en même temps que le corset communiste n'est pas bon à être porté, ni à être transformé, et que le retour au smoking capitaliste n'est pas possible non plus.

En quoi le solidarisme se différencie-t-il des conceptions social-démocratiques? En ce qu'il pose avec plus de clarté la question de la propriété des grands moyens de production et du poids des syndicats de travailleurs. Il place ces derniers en position de nouveau pouvoir dans l'Etat, en position de pouvoir des travailleurs, parallèle au pouvoir des citoyens représenté par le parlement démocratiquement élu.

Dans la civilisation européenne, la question de la séparation des pouvoirs a de riches traditions, tant théoriques que pratiques. Dans les sociétés modernes, seuls les communistes considèrent (et parmi eux, uniquement ceux qui sont actuellement au pouvoir) que tout le pouvoir est entre leurs mains, que c'est bien ainsi et qu'il

doit en être ainsi dans des siècles des siècles. Dans les démocraties occidentales, le pouvoir législatif est séparé du pouvoir exécutif (chez nous cette séparation n'est qu'une fiction, ce que confirment les élections à la Diète) et du pouvoir judiciaire. Mais en Occident il n'existe pas non plus de pouvoir des travailleurs. Même si dans les pays anglo-saxons le rôle des syndicats est très important, leur prestige et leur signification dans la vie sociale sont bien moindres que ceux de "Solidarnosc" chez nous (entre août 1980 et décembre 1981). Là-bas, les ouvriers ont des conflits avec les propriétaires des moyens de production - quand ceux-ci ne sont pas privés, les travailleurs sont obligés de défendre leurs intérêts contre la menace du pouvoir étatique, ce qui était l'aspiration de "Solidarnosc". Et je pense que même dans le cas d'un pouvoir démocratiquement élu, un syndicat comme le nôtre restera nécessaire. Pour veiller à ce que le pouvoir de la majorité soit appliqué en harmonie avec les intérêts de cette majorité, et en garantissant les intérêts économiques essentiels de la minorité, surtout pour les plus

nécessiteux.

Voilà tout ce que j'ai à dire sur le solidarisme et la République solidaire. Je ne vais pas parler ici des moyens dont dispose Solidarité Combattante, ils sont si modestes que pratiquement il n'y a rien à en dire. Et puis un peu de secret ne peut faire de mal, puisque nous sommes dans la clandestinité.

En ce qui concerne le contrôle du pouvoir exercé par le POUP, je pense que rien n'est possible, rien n'est réel. Ce qui est possible et réel, c'est de déposséder le POUP de ce pouvoir, ou alors de lui en laisser la petite part qui peut lui revenir après des élections démocratiques à la Diète. Tant que celles-ci n'auront pas eu lieu, nous pouvons seulement limiter par la force de la résistance sociale la sphère réelle du pouvoir exercé indûment par l'oligarchie du POUP (nous savons bien que ce pouvoir n'est pas exercé par les membres gris du parti).

"Solidarnosc Walczaca" n° 21/51,
du 29 mai 1983

DOSSIER: "SOLIDARNOSC" DU CENTRE-EST BILAN DE LA PREMIERE ANNEE DE RESISTANCE

A la fin du mois de décembre 1982 s'est tenue une réunion du Comité constitutif de la Commission régionale de coordination (KZ RKK) du syndicat "Solidarnosc" du Centre-Est (Lublin). Lors de cette réunion une décision a été adoptée concernant la dissolution du Comité constitutif et la constitution définitive de la Commission régionale de coordination (RKK) auprès de la Direction régionale provisoire (TZR). La RKK est composée des représentants des commissions syndicales des entreprises qui ont participé à la fondation du Comité constitutif. Au cours de la réunion a été approuvé le rapport du KZ RKK, présenté par son président Jozef Awramczyk, pour la première année d'activité syndicale clandestine dans la région.

Sur le territoire de notre région, dans de nombreuses entreprises, les activités des commissions provisoires clandestines ont démarré dès les premiers jours de l'instauration de l'état de guerre ou après l'écrasement des grèves de décembre 1981. Au cours des premières semaines, et même des premiers mois, le travail des militants du syndicat a souvent manqué de coordination. Dans de nombreuses entreprises ont été créées des commissions parallèles qui fonctionnaient indépendamment les unes des autres, et qui par la suite ont fusionné pour travailler en commun. Les premières activités des commissions d'entreprise ont consisté à mettre en sécurité les biens du syndicat et en particulier le matériel d'imprimerie, les bibliothèques des entreprises, les archives et autres documents, et à organiser des collectes et la répartition de l'argent pour aider les victimes

de la répression et leurs familles. Pendant ce temps les actions de propagande et d'information se sont poursuivies. Dans les premières semaines de l'état de guerre a commencé la publication de bulletins "Informator", "Grot" et "WIK". Des affiches ont été imprimées et collées sur les murs, des tracts ont été diffusés et la propagande "de bouche à oreille" a été lancée.

Si, au début, toutes les activités ont été menées sans aucune coordination et sans liaisons avec les autres entreprises et les autres régions, par la suite, les activités sont devenues plus ordonnées. Les collectes se sont transformées en une collecte systématique de cotisations. Le réseau de colportage s'est élargi. Les premiers contacts ont été établis à l'extérieur de la région. Comme exemple du processus de renforcement des structures, on peut citer le cas de la

commission d'entreprise de l'usine WSK de Swidnik qui a projeté et mis en pratique, en février 1982, l'action des "promenades" à laquelle a participé la majorité des habitants de Swidnik. Cette action a eu une publicité exemplaire et après quelques jours a été reprise par la population de Lublin et de Pulawy. A la suite de la réaction désespérée du pouvoir et grâce à la propagande de "bouche à oreille" des manifestations similaires ont eu lieu dans de nombreux endroits et dans d'autres régions, notamment à Ursus. La manifestation qui a eu lieu le 3 mai 1982 à Lublin à l'occasion de l'anniversaire de la proclamation de la Constitution du 3 Mai 1791, a été un grand succès et un souffle de liberté pour la population de Lublin. Après les actions réussies des "promenades" et du 3 Mai, dans de nombreuses entreprises les cotisations ont sensiblement augmenté. Dans les entreprises les mieux organisées, elles ont dépassé les 100 000 zlotys.

Au mois de mai 1982 a été créé auprès de la Direction régionale provisoire (TZR), le Comité constitutif de la Commission régionale de coordination (KZ RKK). Le KZ RKK a été composé des représentants délégués par les commissions syndicales des entreprises les mieux organisées de la région de Lublin. Le KZ RKK, qui a été dirigé par Jozef Awramczyk, s'est fixé pour objectif de développer le réseau des commissions d'entreprises et de leur apporter une aide. De mai à décembre, le réseau s'est sensiblement élargi et une coordination entre les entreprises a été mise sur pied (le nombre des commissions qui sont groupées autour du KZ RKK ne doit pas être publié). Les commissions d'entreprises, liées au KZ RKK, ont mené les activités suivantes:

1. Les activités d'information, colportage et publication ou collaboration à la publication de 47 numéros d'"Informator" (une partie de ces numéros est parue avant la constitution du KZ RKK), 24 numéros de "Grot" (WSK Swidnik), 5 numéros de "Kontrapunkt" (revue du syndicat "Solidarnosc" des écoles supérieures de Lublin), 7 numéros de "Solidarnosc Nauczycielska" (revue des enseignants et des éducateurs), 14 numéros de "Solidarnosc Ziemi Pulawskiej" (bulletin de la ville de Pulawy), 3 numéros de "Miesiecznik". On a assuré également la diffusion des bulletins des autres régions ("Tygodnik Mazowski", "Tygodnik Wojenny", "Glos"), ainsi que des livres édités par les maisons d'éditions indépendantes dans la région et dans le pays.

2. Les activités de propagande par l'impression et la diffusion d'affiches et de tracts, par des inscriptions sur les

murs des villes et dans l'enceinte des entreprises, la pose de drapeaux de "Solidarnosc", le lâcher de ballons, la propagande "de bouche à oreille".

3 et 4. Ces postes ne sont pas publiables.

5. L'organisation, sous des formes diverses (par exemple l'aide financière et matérielle), du soutien à tous les groupes de syndicalistes victimes de la répression.

6. La perception des cotisations syndicales et l'organisation des collectes destinées aux activités syndicales (aide aux travailleurs licenciés de Swidnik et des chantiers navals, aide aux acteurs).

7. L'organisation des activités sociales du syndicat: vacances d'été (ceci uniquement dans les entreprises les mieux organisées - dans l'une de ces entreprises 150 personnes ont bénéficié de ces vacances); approvisionnement pour l'hiver (pommes de terre, oignons, pommes, volailles, oeufs, viande, etc.; suivant le cas, les livraisons étaient gratuites ou payantes); colis pour les fêtes; aide aux syndicalistes les plus pauvres et les plus nécessiteux; dans les entreprises les mieux organisées, versement systématique d'indemnités et d'allocations prévues par les statuts du syndicat.

Le cadre des activités menées dans les entreprises a été très diversifié. Dans certaines entreprises, la perception des

8. Les actions culturelles et de formation (les détails ne sont pas publiables).

Le cadre des activités menées dans les entreprises a été très diversifié. Dans certaines entreprises, la perception des cotisations, les versements d'indemnités et d'allocations et la diffusion de la presse sont systématiques; les commissions d'entreprises mènent des actions projetées par elles-mêmes. Dans d'autres, qui sont malheureusement la majorité, le travail syndical se limite souvent à des collectes occasionnelles. Pour une grande part, cela dépend de l'initiative des syndicalistes de chaque entreprise. Pour des raisons compréhensibles, nous avons éliminé du rapport les détails qui auraient pu faciliter la tâche des services de répression. Ils seront portés à la connaissance de tous les syndicalistes lorsque leur divulgation ne présentera plus de dangers pour les syndicats.

Abonnez-vous! **ROBOTNIK '83**

PROGRAMME D'ACTION DE LA R.K.K.

Le programme du syndicat - ses objectifs et ses directions de travail - a été défini par les statuts et la résolution-programme de "Solidarnosc". En accord avec l'article 6 des statuts, l'objectif principal du syndicat est de défendre les droits, la dignité et les intérêts des travailleurs membres du syndicat. Aujourd'hui, en cette période de violation du droit et de la légalité, le programme reste le même, seules changent les conditions de sa réalisation. A nouveau, les revendications d'août 1980 sont actuelles: le droit à l'existence et à l'exercice sans entraves d'une activité syndicale indépendante du pouvoir, entre autres pour notre syndicat "Solidarnosc", et la libération de tous les emprisonnés pour motif d'activité syndicale. Nous revendiquons aussi la restitution des biens syndicaux, saisis par le pouvoir, et l'annulation de tous les actes juridiques décrétés ou votés après le 12 décembre 1981.

Toutes les formes de réalisation des objectifs du syndicat énumérées à l'article 7 des statuts sont toujours actuelles. Certaines d'entre elles ont pris dans les circonstances présentes une importance particulière, ainsi par exemple "l'inspiration à l'entraide des membres du syndicat"; d'autres formes, et surtout celles que nécessitent un contact direct pouvoir-syndicat, comme par exemple "l'exercice du contrôle sur les conditions de la sécurité du travail" ou "la conclusion et l'annulation des conventions collectives" sont de réalisation difficile mais tout aussi importantes.

Il est évident que nous ne pourrons pas les réaliser aujourd'hui par une discussion autour d'une table de conférence, mais par des actions de propagande, de boycott et de protestation. Comme l'ont démontré les expériences de l'année écoulée, une attitude décidée des travailleurs syndiqués permet d'obtenir beaucoup en ce domaine.

Dans notre travail actuel, le plus significatif est l'activité du maillon fondamental du syndicat: la commission d'entreprise. De l'activité des membres de base du syndicat, de leur imagination et de leur talent organisationnel dépendra la force et l'efficacité du syndicat.

Dans la période actuelle, alors qu'il semble que la situation présente puisse s'installer pour les quelques années à venir, la première tâche de notre syndicat est la défense de ses membres. Un rôle essentiel revient à l'activité sociale et

d'entraide, dans le but d'améliorer les conditions de vie actuellement très dures pour les membres du syndicat et leur famille, et d'assurer une aide juridique et matérielle pour ceux qui sont victimes de la répression. Il ne s'agit pas pour nous seulement des conditions matérielles d'existence. Nous continuerons à lutter pour le droit à la vérité - par les universités ouvrières et les groupes de formation, par des éditions indépendantes - pour le droit à notre propre culture, à la justice, à la dignité humaine, à la légalité et à la réforme fondamentale de la République.

PLAN DES ACTIVITES DE LA R.K.K. POUR L'ANNEE 1983

1. Partie organisationnelle

- a) renforcement du soutien à l'action militante de toutes les structures syndicales, préexistantes ou nouvellement créées, aussi bien dans les entreprises qu'à l'extérieur;
- b) amélioration du système de représentation des commissions d'entreprises au sein de la RKK;
- c) nomination d'une commission de contrôle financier auprès de la RKK;
- d) constitution auprès de la RKK d'une équipe chargée de préparer les formes d'une lutte décisive pour le syndicat;
- e) création auprès de la RKK des commissions suivantes: sociale, de défense des travailleurs, financière, de liaison, d'action immédiate, de rédaction;
- f) élargissement de la collaboration systématique avec les commissions d'entreprises;
- g) et h) points non publiables;
- i) élargissement de la collaboration avec le syndicat "Solidarnosc Rural";
- j) et k) points non publiables.

2. Partie sociale

- a) réalisation du paiement systématique aux membres du syndicat des aides statutaires et en cas de besoin des aides exceptionnelles;
- b) amélioration du soutien aux victimes de la répression;
- c) organisation des loisirs pour les enfants des syndiqués;
- d) organisation par les commissions d'entreprises de loisirs et vacances d'été 1983 pour les syndiqués;

e) développement des activités d'approvisionnement des syndiqués en articles de première nécessité (alimentation, habillement).

3. Partie culturelle et éducative

Organisation dans les entreprises des sections culturelles et éducatives et développement de leur activité (entre autres universités syndicales, bibliothèques d'entreprise...).

4. Propagande

a) dans la presse syndicale, commentaire systématique des informations concernant le pays et les entreprises, et information des syndiqués sur les conséquences prévisibles de diverses décisions du pouvoir;

b) point non publiable.

Jozef Awramczyk
Président de la RKK
du syndicat "Solidarnosc" du Centre-Est

ENTRETIEN AVEC JACEK SWIDNICKI

Président de la Direction régionale provisoire

"INFORMATOR": Certains affirment que la Direction régionale provisoire (TZR) du Centre-Est n'existe pas. Qu'en penses-tu?

J. SWIDNICKI: L'existence de chaque direction est légitimée par ses activités. L'existence de la TZR peut être remise en question seulement par ceux qui attendent que nos activités aient les mêmes effets que ceux qui étaient possibles pour la Direction régionale d'avant le 13 décembre. L'attaque du WRON contre notre syndicat a provoqué le changement des réalités politiques. Par conséquent, nous avons dû déterminer de nouvelles méthodes de travail. La clandestinité est devenue le pain quotidien. Je sais que nous n'étions pas assez visibles, mais parfois avant de parler à haute voix il faut savoir se concentrer et travailler en silence pendant un certain temps.

"INFORMATOR": Beaucoup de gens ne connaissent pas les conditions de constitution de la TZR. Pourrais-tu nous l'expliquer en quelques mots? Il s'agit de l'aspect formel: qui a mandaté la TZR dans son rôle actuel?

J. SWIDNICKI: Aujourd'hui cette question doit rester sans réponse. Il viendra le temps - le temps de la victoire et tous ces doutes pourront être dispersés..

"INFORMATOR": Est-ce que la TZR reste en contact avec la TKK et les commissions d'entreprises de notre région? Quelles sont les rapports de la TZR avec la RKK? N'avons nous pas affaire à un double pouvoir?

J. SWIDNICKI: Nous sommes en contact avec la TKK et les autres régions. Pour des raisons évidentes, je ne peux pas vous faire connaître la technique de ces contacts. La deuxième partie de la question touche le problème crucial pour tous ceux qui sont décidés à mener la lutte contre

le régime. Notre syndicat existe, non parce que la TZR et la RKK l'ont déclaré ainsi. Tout au contraire, la TZR et la RKK fonctionnent car le syndicat existe. La lutte pour l'existence de notre syndicat est menée par les commissions d'entreprises. Elles sont les plus exposées à la répression policière. Nous sommes là pour les aider. Le fait de l'existence de la RKK et de la TZR n'est rien d'autre que la répartition des devoirs et des responsabilités au sein du syndicat. Pour nous à Lublin la question du pouvoir dans le syndicat n'existe pas. Ce qui existe, c'est seulement la question: comment servir au syndicat.

"INFORMATOR": Quelles sont les rapports entre les autorités de "Solidarnosc" clandestin et les structures du syndicat? Est-ce que les autorités syndicales ont seulement la possibilité de lancer des appels et de coordonner des actions, ou leurs prises de position engagent-elles les structures subordonnées?

J. SWIDNICKI: Je trouve qu'il ne faut pas parler des autorités de "Solidarnosc" clandestin mais de sa représentation. Sans doute cette représentation (chez nous la TZR et la RKK) a la possibilité d'influencer les structures de base. Mais elle ne peut pas agir contre la volonté de ces structures. Elle ne peut pas, par exemple, proclamer la grève si la majorité des commissions d'entreprise est contre. Nos efforts tendent à élaborer une politique commune.

"INFORMATOR": Après la délégalisation de "Solidarnosc" très peu d'entreprises ont soutenu la grève proclamée aux chantiers navals de Gdansk. La direction régionale a donné son appui à l'appel de la TKK en faveur d'une grève nationale un mois plus tard. La TZR a retiré son soutien à l'appel de la TKK quelques jours avant le 10 no-

vembre. A Lublin on n'a pratiquement rien fait. Pourquoi en a-t-il été ainsi?

J. SWIDNICKI: Certaines entreprises de notre région étaient prêtes à soutenir la grève des chantiers navals mais la position de la TKK a préjugé de toute cette affaire. Avant le 10 novembre, après avoir consulté l'opinion des entreprises, nous sommes arrivés à la conclusion que la grève causerait au syndicat de Lublin plus de pertes que d'acquis. Nous avons retiré notre soutien, persuadés que cette situation ne pouvait qu'affaiblir le syndicat et même toute la société, ce qui n'est pas dans l'intérêt de "Solidarnosc".

"INFORMATOR": La thèse principale de la dernière déclaration-programme de la TKK "Solidarnosc aujourd'hui" affirme que la clandestinité n'aspire pas au renversement du communisme en Pologne (c'est-à-dire, que "Solidarnosc" ne changera pas des principes de base du régime social et ne mettra pas en cause les alliances). Son but est de renverser la dictature en place. Nous devons essayer de remplacer l'équipe au pouvoir par une autre mieux disposée à accepter un compromis. Ainsi selon la TKK ce système est réformable. Partages-tu ce point de vue?

J. SWIDNICKI: Il me semble que même Rakowski et Urban ne croient pas pouvoir réformer le système communiste en Pologne. A moins que la réforme ne signifie pour nous soit l'introduction ou la suppression des tickets de ravitaillement soit "l'union des forces dans le Mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON)". Si quelqu'un avait encore des doutes, décembre 1981 a dû dissiper ces illusions. Le système qui a pour but de soumettre à son pouvoir absolu tous les domaines de la vie humaine, on peut le forcer seulement aux concessions. Tout de même, il ne faut pas oublier que nous aurons toujours affaire à des concessions tactiques de ce pouvoir. Le vieux principe léniniste: "un pas en arrière pour mieux sauter" appartient aux canons de fer de la morale bolchevique. Néanmoins je ne suis pas d'accord avec ton interprétation du programme de la TKK. A mon avis il indique les conditions minima qui doivent être réalisées afin de pouvoir reprendre le chemin vers une République autogérée. Son image, comme l'ont souligné les auteurs de la déclaration-programme, doit être créée par des programmes sociaux et politiques distincts.

"INFORMATOR": La TKK annonce des préparatifs à une grève générale. Jozef Pinior, président de "Solidarnosc" de Basse-Silésie et membre de la TKK, a déclaré dans une interview pour le bulletin "Z Dnia na Dzień"

que des détachements de la Garde ouvrière seront créés dans cette région pour préparer techniquement la grève générale. Penses-tu que cette grève aura lieu? Et comment juges-tu l'initiative de Pinior?

J. SWIDNICKI: L'éclatement de la colère sociale aura lieu si le pouvoir continue sa politique antinationale. Et puisse-t-elle s'arrêter à la grève générale. En ce qui concerne la déclaration de Pinior, il est évident pour moi que dans le cas de la grève générale nous devons protéger les grévistes et les entreprises par nos propres forces. Il suffit de rappeler le matraquage provocateur des enfants sur la Place Litewski ou le lancement des grenades lacrymogènes dans les appartements et les hôpitaux de Lublin.

"INFORMATOR": Un des éléments de la déclaration-programme de la TKK est le développement d'une conscience sociale indépendante. Comment l'imagines-tu dans notre région, vu la stagnation dans le domaine de l'édition? De même, on n'entend rien sur l'université syndicale. Penses-tu que de pareilles activités puissent se développer sous une forme organisée ou devons-nous compter sur des actions spontanées?

J. SWIDNICKI: Non seulement elles peuvent mais elles doivent se développer sous une forme organisée. Je peux t'assurer que ce problème est très important pour la TZR. Je ne peux pas parler ici des quelques activités capitales dans ce domaine pour des raisons de sécurité. Nous ne devons pas oublier que ce qui pouvait se régler par un téléx avant le 13 décembre demande maintenant un mois ou plus. Pour la même raison je ne peux pas te citer d'autres exemples. Mais l'ingéniosité et le sacrifice humains sont énormes.

"INFORMATOR": Il semble que l'année dernière nous ayons dû abandonner la conception d'un syndicat de dix millions d'adhérents. Pour que la clandestinité soit efficace, elle ne peut pas être une organisation de masse. Une évolution de "Solidarnosc" clandestin vers une organisation expansible des cadres est-elle possible?

J. SWIDNICKI: Si après plus d'un an, les communistes possèdent à peine un million d'adhérents dans les nouveaux syndicats, il est clair que notre société n'a pas reconnu la violation brutale de la loi et que nous possédons toujours son mandat. Et si dans les entreprises on collecte des cotisations, on verse des allocations et des indemnités statutaires, cela veut dire que "Solidarnosc" vit toujours. Le syndicat n'est pas obligé d'évoluer vers une organisation des cadres - il doit être un syndi-

cat. Nous structures ont évidemment toujours besoin de cadres militants. Et ces cadres existent.

"INFORMATOR": Nous sommes en train de réaliser le modèle d'une "société clandestine". Que penses-tu des possibilités de créer un Etat clandestin?

J. SWIDNICKI: Je pense que nous forçons surtout l'idée d'un syndicat libre, et que de cette manière nous contribuons à nous rapprocher d'une Pologne juste et démocratique. Chaque Etat a besoin pour exister, de ses tribunaux, de son armée et de son administration. L'Etat clandestin pendant l'occupation de 1939-1945 possédait de telles institutions. Mais faire la comparaison avec cette période est irréal et nuisible.

"INFORMATOR": Nous recevons beaucoup d'argent. Nous délivrons des reçus pour les versements destinés à la TZR et la RKK. Il paraît que les gens seraient prêts à verser plus, s'ils savaient à quoi sert cet argent.

J. SWIDNICKI: L'esprit de sacrifice de la société est émouvant. En étant dans la misère elle est prête à verser de l'argent pour le syndicat. Nous pourrions faire le décompte seulement: en Pologne libre. Géné-

ralement cet argent est destiné aux victimes de la répression et à leurs familles. Il s'agit des personnes licenciées, arrêtées ou condamnées. Malgré la libération des internés le nombre de ces personnes ne diminue pas. Le montant des amendes des tribunaux dépassant cent mille zlotys, démontre combien nous avons besoin d'argent. Des sommes importantes sont destinées aussi au fonctionnement des éditions - matériel d'imprimerie, papier et colportage. Par exemple le papier a augmenté de dix fois pendant un an (une rame de papier coûte de 180 à 500 zlotys!) On peut mentionner encore les frais de transport.

"INFORMATOR": Quels sont les projets de la TZR dans un avenir proche? Il ne s'agit pas de détails.

J. SWIDNICKI: Nous allons publier un texte plus vaste à ce sujet.

"INFORMATOR": Que voudrais-tu dire encore à nos lecteurs en tant que président de la Direction régionale?

J. SWIDNICKI: Qu'un général ne nous forcera pas à abandonner le combat pour un syndicat libre, pour "Solidarnosc".

"Informator" n° 56,
du 11 mars 1983

DECLARATION-PROGRAMME DE LA T.Z.R.

"SOLIDARNOSC" AUJOURD'HUI, "SOLIDARNOSC" DEMAIN (extraits)

En ce moment "Solidarnosc" doit lutter - et nous utilisons consciemment le mot "lutter" - pour la réalisation de quatre objectifs essentiels:

- le renforcement et l'élargissement de ses structures, avant tout dans les entreprises, mais aussi au niveau des régions et du pays tout entier;

- l'amnistie générale pour tous les condamnés en vertu du décret sur l'instauration de l'état de guerre, pour tous ceux qui ont été jugés et emprisonnés en raison de leurs convictions et de leur activité politique;

- la restitution à notre syndicat des possibilités d'activité légale;

- l'instauration des conditions permettant de conclure un compromis social avec le pouvoir, sur la base des accords de Gdansk, de Szczecin et de Jastrzebie.

En nous fixant ces quatre objectifs actuels, nous avons la conviction que la réalisation du compromis social sera impos-

sible si les trois premiers objectifs ne sont pas réalisés, à savoir sans un puissant syndicat "Solidarnosc", sans une amnistie générale - en l'espèce, toute attribution de "grâces" ne serait pas une alternative - et enfin la possibilité d'un retour du syndicat à une activité légale avec ses structures statutaires.

Il faut le dire clairement: l'instauration de l'état de guerre et la nouvelle loi syndicale ont forcé "Solidarnosc" à descendre dans la clandestinité, ce qui n'est profitable ni pour le syndicat, ni pour l'ensemble de la société. La clandestinité ne nous amuse pas, mais la société attend de son syndicat qu'il agisse, et le syndicat dès lors n'a pas le choix.

Pour "Solidarnosc", la possibilité d'agir dans la légalité a une importance essentielle, mais que personne ne se berce de l'illusion que nous abandonnerons notre tâche si nous sommes dans des conditions où la légalité nous est refusée;

La réalisation des objectifs fixés ne

sera pas aisée. Il faut tenir compte de ce que notre lutte peut être longue, que cela peut être "la plus longue guerre d'Europe", menée sur le territoire de la Pologne. Mais ajoutons pour éviter tout malentendu, que cette "guerre" nous devons la mener ensemble, syndicat et société, exclusivement par des moyens pacifiques.

Dans la déclaration-programme de la TKK "Solidarnosc aujourd'hui" il est dit que le syndicat aura atteint ses objectifs lorsque trois conditions auront été réalisées: un certain "degré d'auto-organisation et de détermination sociale", "une conscience générale et l'acceptation des objectifs", et une "situation politique internationale favorable". Nous sommes d'accord avec ce jugement. Nous comprenons qu'en tant que pays nous ne sommes pas le nombril du monde, ni même de l'Europe. Qu'en fonction de cela nous devons compter avant tout sur nous-mêmes. Néanmoins, cette conscience ne doit pas nous paralyser. Elle doit nous aider à renforcer notre résistance, à multiplier notre intelligence et notre courage, à nous armer de la patience nécessaire.

Le principale structure syndicale de "Solidarnosc" est l'organisation syndicale sur le terrain de l'entreprise, de l'usine, de la coopérative, de l'école, etc..., dirigée par son organe exécutif - la commission d'entreprise. Notre syndicat existe, vit et milite avant tout sur le terrain de l'entreprise, et c'est là précisément que va se jouer son destin. C'est pour cela que nous attachons une telle importance au renforcement et au développement des structures syndicales dans les entreprises. Et un point très important pour l'existence et le développement des structures syndicales est le soutien que les organisations syndicales sont en mesure d'apporter à leurs adhérents. Rappelons-nous que les conditions de vie dans notre pays sont de plus en plus difficiles, que par exemple le pouvoir ne parle plus de minimum social, que les rangs des gens ayant besoin d'aide s'élargissent, et que pour les travailleurs assurer leur propre subsistance est un fardeau de plus en plus lourd. Il y a beaucoup de gens emprisonnés ou victimes de la répression, ce qui est souvent associé à la perte de l'emploi. La situation de ces gens et de leurs familles devient de plus en plus difficile à mesure que la crise s'aggrave. Il faut prendre tous ces éléments en considération quand nous délibérons ou quand nous prenons des décisions sur ce qu'il convient de faire aujourd'hui.

En conséquence, les principaux axes d'action des organisations syndicales dans les entreprises sont:

1. Assurer la défense de tous les membres du syndicat et des militants indépendants touchés par la répression (aide juridique, manifestations de solidarité, démarches pour la mise en liberté, exigence de l'amnistie générale), et également leur garantir aide et soutien (aide dans la recherche d'un emploi, soutien matériel pour eux et leur famille, assistance médicale).

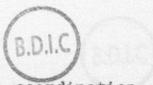
2. Collecter les fonds nécessaires à l'activité syndicale - c'est un point essentiel car pour de nombreux membres de "Solidarnosc" le payement des cotisations est le signe d'appartenance au syndicat, et d'autre part celui qui paye régulièrement ses cotisations a plein droit aux prestations syndicales (recevoir la presse syndicale, droit aux aides sociales, aux allocations statutaires, etc...).

3. Mener, dans la mesure du possible, une activité sociale permanente, en particulier en payant les allocations statutaires, en aidant les travailleurs membres de "Solidarnosc" par l'organisation de séjours de repos pour leurs enfants, leur famille et pour eux-mêmes, en développant les diverses formes d'activités d'entraide, en facilitant le démarrage et en assurant le soutien de ceux qui veulent exercer une activité économique indépendante après avoir été licenciés.

4. Mener une lutte permanente et systématique pour une prise de conscience aussi bien chez les membres du syndicat que parmi tout le personnel de l'entreprise, par la diffusion d'une information véridique et honnête, par la propagation des objectifs, des revendications et des aspirations actuelles de "Solidarnosc", par la réfutation de la propagande mensongère répandue systématiquement dans les mass-médias officiels (éditer nos propres journaux, organiser une bonne distribution de la presse et des autres éditions, distributions de tracts, etc...).

5. Inspirer et organiser parmi les membres du syndicat, et surtout parmi les jeunes, des actions d'auto-éducation débouchant sur une participation créative à l'élaboration du programme de "Solidarnosc". Prendre des mesures organisationnelles pour utiliser l'aide que peut apporter dans ce domaine l'université syndicale créée auprès de la TZR.

6. Agir contre la situation existante dans l'entreprise, surtout en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération, et également le respect des droits du citoyen et du travailleur, en agissant sur la formation et sur la mobilisation de l'opinion publique. Créer des groupes de



pression informels, contrôler des organisations et des associations sur le terrain de l'entreprise comme par exemple: les associations des ingénieurs et des techniciens, l'organisation scientifique et technique, les clubs de rationalisation, les clubs sportifs, touristiques ou de pêche, etc., et en même temps boycotter les nouveaux pseudo-syndicats et toutes les formes de collaboration avec le régime - le Mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON) et ses Comités civiques (OKON), etc. L'administration des entreprises doit avoir conscience que tous ses actes sont observés attentivement et peuvent rencontrer une résistance solidaire des travailleurs des entreprises.

7. Réagir contre les plaies sociales, et avant tout l'alcoolisme, en démontrant qu'il constitue une des formes d'asservissement de l'individu (c'est pourquoi depuis trente ans notre société a été systématiquement abreuvée d'alcool) et que cette consommation d'alcool est une forme de collaboration. Organiser l'entraide pour les familles d'alcooliques, et aussi pour ceux qui veulent s'en libérer.

8. Propager et renforcer au moyen du syndicat des qualités comme l'honnêteté, l'assiduité, le respect de l'intérêt social véritable, l'altruisme.

9. Organiser ou soutenir les formes indépendantes de participation à la vie culturelle ou artistique et donner à tous les travailleurs la possibilité d'y participer.

10. Prendre part à des activités du service de santé, afin de revaloriser ce service dans notre système social et d'augmenter ses possibilités d'action (équipements, salaires,...) surtout en ce qui concerne l'aide médicale à domicile, ainsi que dans les usines et les écoles. Aboutir à plus de justice dans les prestations médicales comme par exemple l'admission dans les hôpitaux, les sanatoriums, les soins prophylactiques et curatifs,...

11. Prendre des initiatives pour la protection de l'environnement. Sur ce point les organisations syndicales des entreprises nocives pour l'environnement peuvent et doivent faire beaucoup pour améliorer la situation actuelle.

12. Soutenir toutes les initiatives sociales indépendantes lorsqu'elles sont en accord avec les objectifs du syndicat.

En présentant toutes ces possibilités d'action dans leur diversité, nous sommes conscients du fait que chaque commission d'entreprise ne pourra bien sûr les réaliser toutes. Beaucoup de choses dépendront des structures plus larges du syndicat -

des commissions régionales de coordination et des directions régionales provisoires. Ce sont elles qui, s'appuyant sur l'analyse de la situation politique et sociale dans le pays, doivent définir les points les plus importants pour "Solidarnosc" à un moment donné, et coordonner l'activité du syndicat au niveau régional et national. La tâche des structures régionales est d'organiser les liaisons entre les commissions d'entreprise de la région, entre les différentes régions et avec la commission nationale. Elles sont également responsables de la presse, de la radio, des éditions, et au sens large de l'activité d'information et de propagande. Les structures syndicales régionales doivent de même organiser et coordonner les actions du syndicat dont la portée est régionale ou nationale.

Conscients de ce que nous venons d'exposer, et sans réduire le rôle des structures plus larges et supérieures de "Solidarnosc", nous exprimons une fois de plus notre profonde conviction que la vie et l'existence de "Solidarnosc" dépendront de manière décisive de l'activité des commissions d'entreprises.

Le syndicat ne renonce pas à la grève en tant que forme de lutte pour les droits des travailleurs. Nous sommes cependant d'avis que parmi les méthodes de lutte pour la réalisation des objectifs du syndicat, il faut - pour le moment du moins - exclure la grève avec occupation. Il est très facile de la briser et les pertes qu'elle occasionne pour le syndicat sont trop importantes par rapport au bénéfice qu'elle peut apporter. C'est pour cela que nous pensons que dans la situation politique et sociale actuelle du pays, et en considérant aussi les réalités géopolitiques, la grève générale en tant qu'élément permettant de résoudre le conflit entre le pouvoir et la société au profit de la société est une conception erronée.

Il faut se dire clairement que la grève générale avec occupation dans toutes les branches de l'économie serait considéré par le pouvoir comme une insurrection nationale dans le but de le renverser. Et ce serait vrai. Dans les réalités géopolitiques actuelles, cela signifierait l'intervention de l'armée soviétique et des autres armées du Pacte de Varsovie. La Pologne saignée par tant de guerres ne peut devenir un deuxième Afghanistan. Il ne faut pas exciter la société par des perspectives qui dans les conditions actuelles n'apporteraient pas de bons fruits. Il ne faut pas placer son espoir dans le scénario d'une confrontation violente, à laquelle ni le syndicat ni la société ne sont préparés. Il existe

par contre dans les cercles du pouvoir des partisans de la confrontation, qui souhaiteraient étouffer dans le sang les aspirations de la société à la liberté et à la République autogérée. Ces gens de l'appareil n'auront aucun scrupule à provoquer une explosion, à allumer le bûcher qui en nous consumant, les réchauffera. Le syndicat doit créer les mécanismes qui défendront la société devant la provocation.

Même si à l'étape actuelle nous sommes adversaires de la confrontation, nous déclarons nettement que dans le cas où, après une nouvelle baisse de niveau de vie

et une provocation du pouvoir contre la société, se produirait en Pologne une violente explosion de colère de la part des travailleurs menés au désespoir par la répression et la terreur, le manque de perspectives et la misère, notre place en tant que syndicat sera aux côtés de la société. Et notre tâche à ce moment sera de transformer la colère et le désespoir en lutte organisée sous forme de grève générale. Nous devons compter avec une telle alternative et nous y préparer.

"Informator" n° 59,
du 22 avril 1983

Contributions au programme d'action

LE ROLE DECISIF DE LA GREVE GENERALE

Aujourd'hui, les yeux des Polonais sont tournés vers les ouvriers. Surtout vers ceux qui travaillent dans les grandes entreprises: chantiers navals, mines, transports, communications. C'est de leur prise de conscience et de leur discipline syndicale que dépendra la victoire ou la défaite. Mais des initiatives de lutte doivent être prises par toutes les autres catégories de travailleurs. Les ouvriers occupent une position capitale dans l'économie du pays. L'arme de lutte économique a toujours été la plus puissante, mis à part la lutte armée, contre des pouvoirs despotiques hésitant à changer (ou incapables de changer) leur pays en camp de concentration.

Il y a une limite aux possibilités de coexistence entre les buts contradictoires de la société et du pouvoir. A côté d'un circuit officiel de l'art et de la culture, peut se former un circuit parallèle: indépendamment des moyens officiels de formation de l'opinion publique, peuvent apparaître des services d'information indépendants. Une situation similaire peut survenir dans l'éducation: d'un côté une "éducation" officielle et son idéal du citoyen obéissant, de l'autre, une éducation indépendante, l'enseignement clandestin, des "universités volantes", etc. Dans ces domaines, la société peut l'emporter sur le pouvoir sans confrontation directe. Ce dernier reste en quelque sorte isolé, laissé à lui-même, avec des apparences de domination. L'actuel appareil d'Etat polonais - contaminé par un pseudo-marxisme créé par des pragmatiques fascisants pour les besoins de l'éducation de jeunes staliniens - dédaigne visiblement la conscience humaine. Des écoles, des universités, des associations créatives peuvent à la limite exister pourvu qu'elles "soutiennent" le pouvoir ou

lui soient "fidèles". Ceci n'est pas un impératif, car on peut aussi bien les fermer, les dissoudre, les suspendre ou les transformer en écoles, universités et associations factices. Alors la création d'institutions parallèles dans le domaine de la culture, de l'art et de l'éducation est en ce sens, un succès pour les rêveurs de l'Etat clandestin - mais ce n'est tout de même pas la défaite du pouvoir.

Dans un pays où l'appareil d'Etat est le propriétaire réel des moyens de production dont il dispose, une économie d'Etat et une économie sociale ne peuvent coexister. La production est le bastion ultime et le plus fort du pouvoir. Le contrôle sur la production donne au pouvoir les moyens de continuer sa politique de domination basée sur les apparences et la répression. Seule la révolte des ouvriers reprend au pouvoir cette position. Ne tenant plus l'économie entre ses mains le pouvoir s'affaiblit. Il ne lui reste que les accessoires d'un univers concentrationnaire: fil de fer barbelé, matraques et mitrailleuses.

Mais la conclusion n'est pas nécessairement pessimiste. Nos gouvernants ne veulent pas être réduits au rôle de gardiens de prison.

On peut s'attendre à ce que les ouvriers, soutenus par toute la société, s'engagent dans la lutte - je pense ici à différentes formes de grèves - lutte dont l'objectif à long terme est la socialisation de l'économie et dont le but immédiat consiste en l'instauration du contrôle social et de la liberté. Alors nos gouvernants lutteront également afin d'empêcher une telle situation - celle du camp de concentration. Ils lutteront d'abord pour faire échouer la grève de "Solidarnosc". S'ils n'y parviennent pas et que la grève

générale paralyse le pays, ils seront obligés de lutter pour un compromis. Ce qui les amènera à lutter avec les ouvriers, avec l'opposition et même à une lutte entre eux. Car être le gardien du camp de concentration n'arrange pas des gens qui sont grâce à la nomenclature dans l'appareil d'Etat. Ils chercheraient une autre solution, même s'ils y étaient poussés par leurs lointains protecteurs, car ils risqueraient de devoir quitter leurs fauteuils confortables pour de sinistres miradors.

Et c'est justement parce que les intérêts des exploités sont menacés et non en raison de la bonne volonté ou de telle ou telle opinion politique de Jaruzelski ou Rakowski qui nous pouvons garder l'espoir

d'un compromis au sens propre du terme. L'espoir d'un compromis comme but de l'étape actuelle de la lutte. Et même si le terme "compromis" résonne désagréablement à l'oreille il faut le prendre en considération car nous voyons quelle est l'alternative. Car si les Polonais n'exigent pas aujourd'hui plus de liberté, plus de justice, de vrais syndicats et une culture authentique, mais réclament les têtes des despotes, même si c'est sous l'emprise de la peur et pour sauver leur propre tête, ils opteront automatiquement pour la solution du camp de concentration, car le pouvoir en a les moyens.

"Informator" n° 54,
du 25 février 1983

FORMER ET ARMER UNE MILICE OUVRIERE

En mars 1983 s'est constituée à Lublin la section de l'Organisation Solidarité Combattante. Dans son premier communiqué elle affirme: "Notre programme, c'est la ligne politique du 1er Congrès national de délégués du syndicat 'Solidarnosc'. Notre organisation fonctionne comme un parti politique et non comme syndicat." L'article ci-dessous est apparu dans le bulletin de cette section, qui s'autodéfinit comme "un journal destiné avant tout aux ouvriers".

La proposition que je vais exposer peut paraître choquante. Je ne vois pourtant pas d'autre issue. Nous devons pouvoir disposer d'une milice ouvrière armée capable de repousser les unités de ZOMOs sur le terrain des entreprises. Cette conclusion s'appuie sur plusieurs éléments.

L'histoire de l'état de guerre montre que le pouvoir est décidé à utiliser toutes les forces pour écraser la société indépendante. Au besoin il fait usage des armes à feu, comme cela a été le cas à plusieurs reprises. Au début, il essaiera de briser la résistance par d'autres moyens; si ce n'est pas suffisant, il ne reculera pas devant le massacre des ouvriers désarmés. Rappelons-nous de la libération des lits d'hôpitaux juste avant le 13 décembre 1981.

A la violence, nous avons le droit de répondre par la violence. Face à un pouvoir utilisant la force, un autre dialogue est impossible. Seule la force le contraindra à des concessions. Si nous ne sommes pas décidés à tout, ne faisons rien. Aucune demi-mesure ne peut être efficace, et une résistance indécise est pire que pas de résistance du tout, car elle ne mène qu'à la répression.

Je considère qu'en cas de confrontation violente nous avons de bonnes chances de victoire (malgré le manque d'armes, malgré notre situation géopolitique défavorable et toutes les autres circonstances à notre désavantage). Contrairement aux apparences,

le pouvoir n'est pas aussi fort que le pensent de nombreux militants de notre syndicat. Les unités des forces armées sur lesquelles le pouvoir peut réellement compter sont peu nombreuses, et le preuve en est la façon dont elles sont utilisées: on les transfère d'une entreprise à une autre. Si nous résistons, cette tactique sera rendue impossible. Ils devront utiliser d'autres gens, et c'est déjà très risqué. S'ils n'obtiennent pas de succès rapides, s'ils ne réussissent pas à réprimer de manière sanglante la première entreprise et à effrayer les autres centres de résistance, peut-être se décideront-ils à un compromis en sacrifiant Jaruzelski, Rakowski et les autres. Bien sûr, il y a un risque de défaite. Mais l'alternative c'est une défaite certaine.

La grève générale est la seule forme de pression devant laquelle le pouvoir peut céder. Mais cette grève doit réussir. La préparation de la grève générale et le contrôle rigoureux de la société après son déclenchement nécessite une organisation solide et centralisée - ce qui n'existe absolument pas actuellement. Attendre de millions d'adhérents de "Solidarnosc" une démonstration solidaire qui peut conduire au licenciement ou à la prison est un mirage et provient d'une méconnaissance de l'état d'esprit de la société.

Il y a de nombreux degrés dans le courage. Ces courages ressemblent à une pyramide. Une large base de "courage minimal"

ARCHIVES PARISIENNES
MUSEE DE LA VILLE DE PARIS

et un petit sommet de courage "au risque de tout perdre". Une grève générale effective implique la défense des entreprises et des sacrifices. Il est certain que nous n'en sommes pas tous capables, mais le devons-nous? Les formes d'organisation et de résistance doivent s'appuyer sur la "structure de courage" existant actuellement dans la société. Il faut utiliser tous les niveaux de la pyramide, y compris les plus élevés. Il est vrai que le courage extrême est rare.

Le programme présenté ici est une proposition de pressions tous azimuts sur le pouvoir avec utilisation de toutes les possibilités réelles y compris celles considérées comme dangereuses. A part les cercles

qui s'occupent de la production et de la distribution des "buvards", où qui organisent les grèves et les manifestations, devrait se mettre sur pied des groupes que le pouvoir qualifiera probablement de terroristes. De telles structures, y compris les milices ouvrières armées ne doivent pas être créées au sein de "Solidarnosc". L'idéologie de "Solidarnosc" ne permet pas l'utilisation de la violence, et il vaut mieux qu'il en reste ainsi. Le pouvoir, s'il ne réussissait pas à briser la résistance, pourra plus facilement prendre contact avec un "Solidarnosc" pacifique et disposé au compromis, qu'avec un "Solidarnosc" qui aurait fait usage de la force.

"Solidarnosc Walczaca - Lublin" n° 3,
du 2 mai 1983

REVEILLER LES AUTRES PEUPLES DE L'EST

On pourrait absoudre le trop grand loyalisme de la TZR envers ce que Jaruzelski appelle la raison d'Etat polonaise, si nous pouvions admettre la thèse de l'auto-réforme du pouvoir politique totalitaire vers un système démocratique. Nous savons qu'il n'en est pas ainsi. Nous savons aussi, et très bien, que nos espoirs permanents concernant le pouvoir, qui va tout d'un coup affirmer vouloir l'entente avec la société comme auparavant il a voulu la guerre, sont une erreur. Après toute concession obtenue par la force, on ne peut s'attendre de la part du pouvoir qu'à une nouvelle attaque rusée. C'est pourquoi nous devons considérer comme trop prudente la vision de l'avenir contenue dans la déclaration-programme.

Nous devons être conscients de ce que notre soumission devant le système, c'est l'autolimitation des revendications de la société, l'autolimitation de notre conscience à des demandes raisonnables portées sur l'autel et le trône du système totalitaire, qui n'amènera rien de bon. La nomenclature, ni ici, ni à plus forte raison dans les autres pays du "bloc", n'envisage de se réformer volontairement pour la seule raison que "Solidarnosc" clandestin le lui demande.

Si la Pologne était indépendante, isolée de l'hégémonisme, l'impérialisme et le totalitarisme de Moscou, il n'y aurait pour nous aucun problème. Il manque dans le programme de la TZR, comme dans ses semblables, l'affirmation suivante: le 13 décembre 1981 a montré sans conteste que la libération de notre peuple est liée à la libération des autres peuples qui comme nous souffrent de la dictature totalitaire. La condition de notre auto-détermination est celle des Tchèques, Slovaques, Hongrois,

mais aussi des Lithuaniens, Lettons, Estoniens, Biélorusses, Ukrainiens, Géorgiens, Arméniens, et enfin des Russes. La condition de notre libération, ce n'est pas une déclaration de loyauté envers Moscou (personne n'y croirait, ni ici, ni là-bas) mais c'est le réveil des autres nations encore politiquement aveugles de l'empire.

Probablement, pour obtenir notre liberté sociale et nationale devons-nous encore souffrir. N'ayons pas peur d'en parler, mais peut-être devons-nous vivre une occupation soviétique. Dans le processus pacifique de libération des griffes du tsarisme rouge, cette possibilité est inscrite, car il est clair que la nomenclature de Moscou défendra ses intérêts comme celle de Varsovie.

Notre arme est la conscience. Notre arme, plus dangereuse que les chars et les missiles, est l'idée de la libération pacifique sociale et nationale inscrite dans le programme de "Solidarnosc", mais libération généralisée comme on le sait bien à Moscou. N'ayons pas peur d'y penser et de le dire nous-mêmes. La déclaration-programme "Solidarnosc aujourd'hui, Solidarnosc demain" passe ces problèmes sous silence,

Pour que nous puissions nous réjouir des fruits de la liberté sociale et nationale, il faut dès à présent, et pas demain, commencer la lutte pour changer la conscience des autres peuples que le sort a joints au nôtre pour le meilleur et le pire. Pour commencer ce travail, il faut avoir conscience de sa nécessité.

"Informator" n° 62,
du 13 mai 1983

IMPRIMERIE SPECIALE

Avec les amitiés de
les "compatriotes" de Boussy St Antoine.

Le gertiste de service